

---

---

# Chambre des Représentants.

---

---

SESSION DE 1888-1889.

---

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE JUILLET.

---

FEUILLETON AU 10 AOUT 1889.

---

## PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

1.	4073.	Par pétition datée de Seveneeken, le 16 octobre 1888, Des conscillers communaux de Seveneeken se plaignent du préjudice que cause à la culture la destruction des grenouilles et demandent, à cet égard, l'établissement de règlements communaux semblables à ceux qui existent relativement aux oiseaux insectivores.
----	-------	---

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

2.	4911.	Par pétition datée d'Audenarde, le 17 juin 1889, La dame Locquet, institutrice en disponibilité, à Audenarde, réclame l'intervention de la Chambre pour que son traitement d'attente lui soit continué.
----	-------	--

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

3.	4939.	Par pétition datée d'Andrimont, le 21 juin 1889, Le sieur Hamel, à Andrimont, présente des observations contre une circulaire classant la moutarde et le vinaigre dans la catégorie des épicerie fines.
----	-------	--

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

4.

4940.

Par pétition datée de Philippeville, le 1<sup>er</sup> juillet 1889,

Le sieur La Barthe, à Philippeville, prie la Chambre de voter une loi interdisant d'aveugler les pinsons; autorisant les gardes champêtres à se munir d'une canne à serpette; obligeant les cabaretiers à se servir de pintes jaugées.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

5

4945.

Par pétition datée de Baesrode, le 30 juin 1889,

Des marchands de poissons à Baesrode se plaignent des dommages que leur cause le rouissage du lin dans la Lys, et la décharge des résidus de fabrique dans les rivières, et prient la Chambre de prendre des mesures tendant à remédier à cet état de choses.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

6.

4944.

Par pétition datée de Nederhasselt, le 2 juillet 1889,

Des habitants de Nederhasselt demandent à être exonérés de l'impôt sur la culture du tabac pour les plantations sinistrées par l'orage du 27 juin dernier.

*DÉCISION : La commission appelle spécialement l'attention de M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics sur cette pétition.*

7.

4945.

Par pétition datée d'Ostende, le 24 juin 1889,

Les président et secrétaire de l'« Association commerciale maritime, industrielle et agricole de l'arrondissement d'Ostende » prient la Chambre de voter une loi pénale sanctionnant la défense faite aux étrangers de pêcher dans les eaux territoriales.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Affaires étrangères.*

8.

4946.

Par pétition datée de Warsage,

4956.

Le sieur Samaille, à Warsage, réclame l'intervention de la Chambre pour que les miliciens mariés qui ont fourni huit années de service ne soient pas rappelés en cas de mobilisation de l'armée.

4966.

4972.

4980.

4985.

Même demande de miliciens mariés d'Anvers,

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.	
	4995.	Genappe, Liège, Housse, Cheratte, Jodoigne, Tubize,
	4997.	Ensival, Hermé, Milmort, Vivegnis, Hermalle-sous-
	5006.	Argenteau, Herstal, Everbecq, Ypres, Verviers,
	5016.	Tournai, Basècles, Brugelette, Aeltre, Gand et d'une
	5019.	localité non dénommée.
	5028.	
	5039.	
	5056.	
	5057.	
	5066.	

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

9.      4948.      Par pétition datée d'Anvers, le 2 juillet 1889,
4964.      Les président et secrétaire du cercle « Voor Taal en
4992.      Recht », à Anvers, se plaignent d'une violation de la
- loi sur l'emploi de la langue néerlandaise en matière
- répressive et prient la Chambre de prendre les mesures
- nécessaires pour assurer la stricte application de
- cette loi.

Même demande d'habitants de Tamise.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

10.     4958.      Par pétition datée d'Anvers, le 5 juillet 1889,
4977.      Les président et secrétaire du « Nederduitsche
4987.      Bond », à Anvers, proposent des dispositions complé-
4988.      mentaires de la loi sur l'emploi de la langue néerlan-
- daise en matière administrative, tendant à obtenir une
- meilleure application de cette loi.

Même demande des président et secrétaire du

« Nederduitsche Burgerskring », à Louvain; de la

« Vlaamsche Taalgilde », à Alost; du cercle « de Vrije

Vlamingen (Grievcomiteit) », à Bruges.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

11.     4960.      Par pétition datée de Huy,
- Les président et secrétaire de la « Ligue agricole de
- l'arrondissement de Huy » transmettent une demande
- de cultivateurs, de fermiers et d'industriels tendant à
- obtenir une modification aux lois sur le roulage.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture,*

*de l'Industrie et des Travaux publics.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

12.

4962.

Par pétition datée d'Oostmalle,

Le sieur Ceulemans, ancien facteur des postes, à Oostmalle, réclame l'intervention de la Chambre pour être réintégré dans son emploi.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.*

15.

4963.

Par pétition datée d'Aspelaere,

Des habitants d'Aspelaere demandent à être exonérés de l'impôt sur la culture du tabac pour les plantations sinistrées par l'orage du 27 juin dernier.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

14.

4965.

Par pétition datée de Laeken, le 10 juillet 1889,

Le sieur D'hyedt, à Laeken, demande itérativement une augmentation de pension.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.*

13.

4970.

Par pétition datée d'Eccloo, le 10 juillet 1889,

Le sieur Matthijs, receveur pensionné, à Eccloo, demande itérativement une augmentation de pension.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

16.

4974.

Par pétition datée d'Anvers, le 12 juillet 1889,

Les président et secrétaire de la « Chambre de commerce d'Anvers » appuient la demande de l'administration communale et des cercles commerciaux de Bruges, en faveur de Bruges port de mer.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

17.

4976.

Par pétition datée d'Anvers, le 13 juillet 1889,

Des commis-greffiers des trois cantons de justice de paix d'Anvers demandent que leur position soit assimilée au grade de greffier adjoint.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

- | Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |  |
|------------------------------|--|--|
| 18.                          | 4979.                                    | <p>Par pétition datée de Moorsel, le 13 juillet 1889,</p> <p>Des habitants de Moorsel réclament l'intervention de la Chambre pour que l'arrêté royal du 19 mai 1889, concernant une mesure de police, soit rapporté.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p>   |
| 19.                          | 4984.                                    | <p>Par pétition datée de Bruges, le 16 juillet 1889,</p> <p>Le collège des bourgmestre et échevins de Bruges prie la Chambre de donner, avant la fin de la session, une solution favorable à la question de Bruges port de mer.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.</i></p>                                  |
| 20.                          | 4998.                                    | <p>Par pétition datée de Bertrix, le 17 juillet 1889,</p> <p>Les sieurs Pierlot et Heynen, à Bertrix, proposent une modification à la loi sur l'incessibilité et l'insaisissabilité des salaires d'ouvriers.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i></p>   |
| 21.                          | 5007.                                    | <p>Par pétition sans date,</p> <p>Des habitants d'une localité non désignée se plaignent que les eaux de la Brainette infectent la Senne et réclament l'intervention de la Chambre pour qu'il soit porté remède à cet état de choses.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.</i></p>                            |
| 22.                          | 5009.                                    | <p>Par pétition datée de Gand, le 21 juillet 1889,</p> <p>Les président et secrétaire du « Vlaamsche Grievencomiteit » de Gand réclament l'intervention de la Chambre pour obtenir la revision de l'arrêté royal pris en exécution de la loi sur l'emploi de la langue néerlandaise en matière répressive.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i></p> |
| 25.                          | 5012.                                    | <p>Par pétition datée d'Anvers, le 21 juillet 1889,</p> <p>Des habitants d'Anvers prient la Chambre de voter une loi contre les fonctionnaires publics qui s'endettent, acceptent des traites et les laissent protester à l'échéance.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i></p>   |

Numéros du feuilleton	Numéros du registre des pétitions.
-----------------------------	--

24.

5013.

Par pétition datée de Bruxelles, le 23 juillet 1889,

Le sieur Vanden Branden, à Bruxelles, réclame, pour le sieur Dewaele, volontaire avec prime, le remboursement d'une somme de 250 francs que celui-ci a versée lors de sa première incorporation comme remplaçant.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

25.

5015.

Par pétition datée de Wacken, le 23 juillet 1889,

Des instituteurs en disponibilité, à Wacken, réclament l'intervention de la Chambre pour obtenir que leur traitement d'attente leur soit payé régulièrement.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

26.

5017.

Par pétition datée de Bruxelles, le 22 juillet 1889,

5025.

5031.

5040.

5053.

5054.

5058.

5065.

5069.

5081.

5099.

Les président et secrétaire du « Verbond der Vlaamsche Grievencomiteiten » réclament les mesures nécessaires pour assurer la stricte exécution, devant la justice correctionnelle, à Bruxelles, de la loi du 3 mai 1889, réglant l'emploi des langues en matière répressive; ils demandent que l'interrogatoire des prévenus et témoins flamands soit fait directement par le président ou l'un des juges et non plus en recourant à l'intermédiaire d'interprètes ou de traducteurs jurés.

Même demande des président et secrétaire de la koorzangmaatschappij « De Benoitskring », à Bruxelles; « De kinderen van Vlaanderen », à Bruxelles; « De gentsche Weergalm »; « Nederduitsche Burgerskring », à Louvain; « Lovensche Rederijkkamer »; « De Vlaamsche Zangers », à Molenbeek-Saint-Jean; « De Jonge Tooneelliefhebbers »; « Zuidvlaamsche Bond », à Waereghem »; « De Coremansvrienden », à Waereghem; de la « Vlaamsche Taalgilde », à Alost; des Sociétés « Land van Riem », à Alost; « Vlaamsche Wacht », à Anvers; « De Vlaamsche Broederbond », à Bruges; « De Vrije Vlamingen », à Bruges; « De Wijngaard », à Bruxelles; « Liberale Vlaamsche Bond », de l'arrondissement de Bruxelles; « Vlaamsch Grievencomiteit », à Gand; « Vlaamsch en Vrij », à Schaerbeek; « Kunst en Eendracht », à Waereghem; Afdeeling van het

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

« Davidsfonds », à Waereghem ; « De Moedige Jongelingen », à Waereghem ; des sections du « Willemsfonds », à Schaerbeek, Saint-Josse-ten-Noode ; « De katholieke Burgersgilde », à Bruges ; « Ieder 't zijn », à Lierre ; « De Distel », à Bruxelles ; « Liberale Vlaamsche Voorwacht », à Bruxelles ; « De Verbroedering », à Bruxelles ; de membres du comité d'une société non dénommée ; des sieurs De Mol et De Hoon ; du « Snellaertskring », de Gand ; des Sociétés « De Vlaamsche Wacht », de Bruges ; du « Grievencoiteit van den Vlaamschen Bond », de l'arrondissement de Bruxelles ; « De Vlaamsche Volksvrienden », d'Anvers ; du « Vlaamsche Bond », de Gand ; du « Nederduitsche Bond », à Anvers ; du « Vlaamsche Kring », à Alost ; du « Vlaamsche Cecilia Bond », à Etterbeek ; de la Société chorale « Onder Ons », de Molenbeek-Saint-Jean.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

27. 5018. Par pétition datée d'Anvers, le 23 juillet 1889,
5032. Les président et secrétaire du cercle « Voor Taal  
5059. en Recht », à Anvers, demandent l'application de  
5068. l'article 13 de la loi du 3 mai 1889 sur l'emploi de  
5084. la langue néerlandaise en matière répressive et la  
5095. destitution des juges qui violent la dite loi.
5098. Même pétition d'habitants de Tamise ; du sieur Van Mullem, à Bruges ; d'habitants de Berchem-Sainte Agathe, de Louvain, de Grand-Bigard, de Zellik et de localités non dénommées ; du secrétaire de la société « De Klauwaartszonen » ; d'habitants d'Anvers ; des président et secrétaire de la société « De Vlaamsche Wacht », à Bruges ; du cercle « De Coremansvrienden », de Waereghem ; du « Vlaamsche Wacht », de Borgerhout ; de la Société « Oud Studentenbond van Sint-Norbertusgesticht » et d'habitants de localités non dénommées ; des président et secrétaire du « Bekwaamheidskiezersbond », de Berchem-lez-Anvers.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

28. 5021. Par pétition datée de Liège, le 24 juillet 1889,
- Le sieur Baislin, ancien maître armurier au 5<sup>e</sup> chasseurs à pied, à Liège, se plaint d'avoir été destitué de

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

son emploi et réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir sa réintégration.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

29.        5025.        Par pétition datée d'Anvers, le 25 juillet 1889,  
 Les président et secrétaire du « Bekwaamheidskiezersbond der 1<sup>ste</sup> wijk » d'Anvers appuient la pétition de l'« Algemeene Bekwaamheidskiezersbond » de cette ville, tendant à obtenir, au cours de la session actuelle, une modification de la loi du 24 août 1883, relative aux électeurs capacitaires.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

30.        5027.        Par pétition datée de Laeken,  
              5029.        Des habitants de Laeken demandent qu'il soit alloué à cette commune un subside équivalent à l'impôt que produiraient les propriétés habitées des domaines de l'État à Laeken, si ces propriétés étaient imposées.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

31.        5053.        Par pétition datée d'Ypres, en juillet 1889,  
 Les président et secrétaire et des membres du « Cercle commercial et industriel » d'Ypres réclament l'intervention de la Chambre pour obtenir qu'il soit procédé à l'agrandissement de la gare et du champ des manœuvres de cette ville. Ils protestent contre le projet d'agrandissement de cette gare par la « Société des chemins de fer de la Flandre occidentale ».

DÉCISION : *Renvoi à MM. les Ministres de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics et des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.*

32.        5036.        Par pétition datée de Pellaines, le 25 juillet 1889,  
 Le sieur Baltus, à Pellaines, prie la Chambre de voter, au cours de la session actuelle, une loi supprimant du corps électoral les capacitaires de droit.  
 Même demande des président et secrétaire du « Vlaamsche Bond » de Brecht.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

33.

5042.

Par pétition datée de Dave, le 7 juillet 1889,

Le conseil communal et des habitants de Dave prient la Chambre de voter une loi décrétant que la partie du territoire de Dave, située en contre-bas du fort de cette commune, ne sera pas soumise aux servitudes militaires et qu'une légitime indemnité sera accordée aux propriétaires de la portion du territoire qui restera soumise à ces servitudes, pour réparer le préjudice qui leur est causé par le voisinage dudit fort.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

34.

5044.

Par pétition datée de Bruxelles, le 30 juillet 1889,

Le sieur Baetens, à Bruxelles, prie la Chambre de voter une loi fixant à 65 ans la retraite obligatoire pour tous les fonctionnaires et agents de l'ordre administratif.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

35.

5049.

Par pétition datée de Bruges, le 31 juillet 1889,

Les président, secrétaire et des membres de la « Breidel Commissie », à Bruges, demandent qu'à partir de 1890, le 11 juillet, anniversaire de la bataille des Éperons d'or, soit considéré comme jour de fête et de repos militaire : l'armée revêtirait la grande tenue, les peines disciplinaires seraient remises, les monuments publics seraient pavoisés aux couleurs nationales.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

36.

5056.

Par pétition datée de Gand, le 31 juillet 1889,

Le sieur Dedier, ancien commissaire de police de la ville de Bruges, à Gand, réclame l'intervention de la Chambre afin d'obtenir une pension de l'administration communale de Bruges.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

37.

5061.

Par pétition datée de Herchies, le 13 juillet 1889,

Des habitants de Herchies demandent une réduction de l'impôt foncier.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

38.

5062.

Par pétition datée de Louvain, le 4 août 1889,

5092.

Les président et secrétaire du « Nederduitse Burgerskring », à Louvain, prient la Chambre d'intervenir auprès de M. le Ministre de la Guerre pour qu'à l'avenir les jurys d'examen, à l'école militaire, soient uniquement composés de personnes connaissant les deux langues.

Même demande du président du « Grievencomiteit van het Willemsfonds », section de Schaerbeek ; des président et secrétaire de la société « Vlaamsch en Vrij », à Schaerbeek.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

59.

5065.

Par pétition datée d'Ixelles, le 5 août 1889,

Le sieur Colfs, à Ixelles, sollicite un subside pour la publication du dernier volume d'un ouvrage traitant d'archéologie.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

40.

5067.

Par pétition datée de Brugelette, le 5 août 1889,

Le conseil communal de Brugelette réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir le maintien de l'entrée et de la sortie actuelles de la station de cette localité.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.*

41.

5082.

Par pétition datée de Ruyen, le 25 juillet 1889,

Des habitants de Ruyen demandent que les dégâts causés par les dernières intempéries soient constatés par une enquête et sollicitent une indemnité, tout au moins pour les familles nécessiteuses.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

42.

5086.

Par pétition datée de Bruxelles, le 1<sup>er</sup> août 1889,

Le sieur Keulemans, à Bruxelles, demande qu'une enquête soit ouverte au sujet des exemptions accordées en matière de milice.

DÉCISION : *Renvoi à MM. les Ministres de l'Intérieur et de l'Instruction publique et de la Guerre, avec prière de faire droit aux vœux du pétitionnaire et d'ordonner l'enquête demandée.*

Numéros  
du  
feuilleton

43.

Numéros  
du registre des  
pétitions.

5088.

Par pétition datée de Robelmont, le 5 août 1889,  
Le sieur Fizaine, à Robelmont, demande combien  
de temps un condamné libéré doit attendre pour  
pouvoir être nommé à un emploi du Gouvernement.

**DÉCISION :** *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

